



Éditorial



FACE AUX VIOLENCES, QUELLE STRATÉGIE ?

Les spécialistes en sciences politiques nous aident à nous libérer des stéréotypes : une Afrique violente, un islam violent. Ce qui est nouveau pour les médias n'est pas toujours nouveau pour l'historien. Replacées dans leur profondeur temporelle et leur extension territoriale, certaines manifestations de violence collective paraissent plus compréhensibles sinon plus légitimes.

Ainsi en va-t-il de l'opposition, dans les États du plateau central du Nigeria entre populations « autochtones » et « colons ». Les colons sont presque tous des pasteurs musulmans et les populations autochtones surtout des paysans chrétiens. Aussi les conflits pour la propriété foncière, les ressources économiques et le contrôle politique s'expriment en termes religieux et ethniques. La situation s'est détériorée avec les attentats de la secte musulmane Boko Haram. Attentats et répression consécutive ont fait des milliers de morts.

Les conseils de la communauté internationale ne manquent pas : Onu, Pnud, Union européenne, États-Unis avec son initiative de lutte contre le terrorisme... L'objectif ne consiste pas à internationaliser les crises, pas plus au Nigeria qu'au Mali ou ailleurs. Il faut plutôt mettre en œuvre des mesures de désescalade à tous les niveaux : local, régional et fédéral dans le cas du Nigeria ; Nord et Sud du pays pour le Mali, etc. Redonner confiance aux populations dans les capacités de protection et de neutralité des forces de sécurité. Construire un État de droit. Donner un contenu à la catégorie de citoyen pour éviter une dérive vers le conflit ethnique ou confessionnel. Un programme qu'il est plus facile à écrire sur le papier qu'à mettre en œuvre sur le terrain.

Antoine Sondag

antoine.sondag@lebret-irfed.org

Où va l'islam en Afrique de l'Ouest ?

par Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Marc-Antoine Pérouse de Montclos est enseignant à Sciences Po et chercheur à l'Institut de recherches pour le développement (IRD). Spécialiste des conflits en Afrique, il nous a donné cette interview pour répondre à la question du titre.

Q L'islam est très présent dans notre actualité. Que ce soit au plan interne des États ou bien comme phénomène transnational. Assistons-nous aujourd'hui à une internationalisation de l'islam, en particulier en Afrique ?

L'islam n'est pas plus international aujourd'hui que jadis. Historiquement, l'islam s'est propagé par le commerce et a dès le départ traversé les frontières. La dimension internationale de l'islam est une vieille affaire. Il y a toujours eu une circulation des idées et des hommes, dans la zone sahélienne en Afrique de l'Ouest, tandis que l'Afrique de l'Est correspondait avec la péninsule arabique.

Q Assistons-nous à une islamisation de l'Afrique ?

L'islamisation : on utilise ce mot, en général pour s'inquiéter du phénomène. Mais le mot a plusieurs sens. Il renvoie à au moins trois acceptions différentes. Une mutation de l'islam : on irait vers un islam plus radical, plus politique que religieux. Seconde acception : le poids des musulmans irait en augmentant. Troisième acception : une influence croissante de l'islam arabe sur l'islam noir.

Y a-t-il une radicalisation des pratiques religieuses ? On ne doit pas généraliser, c'est à étudier au cas par cas. Y a-t-il un retour ou une généralisation du *jihad* ?

Il faut rappeler que le *jihad* est d'abord un effort spirituel, un effort sur soi, une ascèse personnelle. Avant d'être la guerre sainte qui est le sens généralement connu de l'opinion publique. Et il faut noter que la plupart des « guerres saintes » de l'islam sont des guerres contre de « mauvais » musulmans ou supposés tels, plutôt qu'une guerre contre des non-musulmans. Beaucoup de *jihad* sont des *jihad* contre un islam dévoyé, ou considéré comme hérétique ou mâtiné de pratiques et de dévotions païennes ou étrangères à un islam supposé véridique.

Le nombre de musulmans. D'abord les chiffres, la démographie. Le poids de l'islam va-t-il en grandissant ? Pour les statistiques, on doit consulter les données sérieuses, par exemple celles du Pew Center¹. Car les recensements en Afrique ne comportent en général pas de questions sur l'allégeance confessionnelle.

Prenons simplement des ordres de grandeur. On estime qu'en 1900, 14 % des habitants de l'Afrique subsaharienne étaient musulmans et 9 % chrétiens, contre respectivement 29 % et 57 % en 2010². La proportion des chrétiens a augmenté fortement. Le XX^e siècle est le siècle où les chrétiens ont augmenté en Afrique en

¹ Voir www.pewresearch.org

² Lugo, Luis et al. [2010], *Tolerance and Tension: Islam and Christianity in Sub-Saharan Africa*, Washington DC, Pew Research Center, p.i.

nombre absolu et en pourcentage. Peut-on parler de basculement vers l'islam ? Les chiffres disponibles ne confirment pas les idées reçues. Le taux d'accroissement est plus important pour le christianisme que pour l'islam. En revanche, les religions traditionnelles africaines tendent à s'amoindrir de plus en plus au profit des deux grandes religions du Livre : l'islam et le christianisme (dans ses diverses dénominations).

On ne peut pas dire non plus que l'influence arabe sur l'islam noir est une nouveauté. L'islam a été introduit en Afrique subsaharienne notamment par les marchands. Des « païens » se convertissent, parfois pour avoir accès à des réseaux commerciaux. Paradoxalement l'islam érige lui-même des barrières à l'islamisation. Par exemple, l'islam interdit de réduire en esclavage des musulmans, il faut donc éviter de convertir les esclaves car il faudrait alors les libérer. Les esclavagistes n'avaient pas intérêt à convertir leurs victimes, cela aurait ruiné leur commerce !

La pratique du voile et l'influence wahhabite ne sont pas vraiment nouvelles. Il est difficile de mesurer la radicalité des pratiques de l'islam. Tout dépend des indicateurs que l'on utilise. On peut prendre un signe commode et médiatique : le port du voile. Il faudrait alors effectuer des sondages à intervalles réguliers pour suivre l'évolution du nombre de femmes voilées parmi les musulmanes d'Afrique.

Autre indicateur : le nombre de mosquées. S'agit-il d'un réveil de l'islam ? De la manifestation d'une agressivité nouvelle de l'islam ? Le signe d'un islam plus prosélyte ? Il faudrait d'abord mesurer ces phénomènes. Si on prend en considération le taux de croissance de la population, n'oublions pas qu'il y a eu un doublement de la population ces dernières décennies, alors le doublement du nombre des mosquées n'a pas de signification particulière.

Une étude plus fine de la région de Kano au Nigéria par exemple montre que le plus important n'est pas l'augmentation du nombre de mosquées, mais plutôt un phénomène de fragmentation permanente : l'adjoint du responsable de la mosquée va ouvrir sa propre mosquée, un peu à la manière des évangéliques qui créent leurs propres églises.

La multiplication du nombre de mosquées, si elle était avérée, est peut-être un phénomène à noter, mais cela entraîne

aussi une fragmentation, et donc aussi une fragilisation de l'islam.

Q Si on parle d'islamisation, il faut indiquer son point de référence, sa date de référence...

Lorsqu'on évoque des pratiques religieuses plus radicales, il faut être prudent. Dans certains pays, y compris au Mali, si on compare la situation actuelle à la laïcité proclamée dans les années 60, on peut dire que la religion musulmane est plus présente aujourd'hui dans l'espace public qu'il y a cinquante ans.

Si on prend en compte le temps long de l'histoire, si on regarde par exemple le nord du Nigéria, au début du XIX^e siècle, la période du khalifat du Sokoto, on ne peut pas conclure à une politisation de l'islam. L'État à l'époque, c'était l'islam. Cette identification n'existe plus aujourd'hui. Donc on ne peut pas dire que nous assistions à une politisation de l'islam dans la durée.

Q Où est alors la nouveauté ?

Les formes terroristes d'un islam radical peuvent être considérées comme un phénomène nouveau. Mais que des gens aient un discours de réforme politique, le placent sous la bannière de l'islam et se saisissent des armes, cela n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, ce sont les modes opératoires : les attentats suicides par exemple.

Le fait que des gens veulent réformer l'islam et le pouvoir politique par la lutte armée n'est pas nouveau. Certaines pratiques terroristes, en Somalie, au Mali ou au Nigéria sont nouvelles. On peut parler d'une globalisation d'un modèle insurrectionnel déjà pratiqué par le Hamas en Palestine, le Hezbollah au Liban ou les talibans en Afghanistan et au Pakistan.

Q Faut-il se rallier à une interprétation culturaliste de l'islam en Afrique ?

Insister sur les continuités historiques, sur les permanences et relativiser les prétendues nouveautés du paysage de l'islam, est-ce apporter de l'eau au moulin du culturalisme ? On constate que des musulmans choisissent de s'exprimer d'une manière violente. Est-ce une approche culturaliste ? Non, c'est la façon dont le spirituel et le religieux s'inscrivent dans le champ politique. Il faut constater qu'il y a des croyants prêts à recourir aux armes au nom de l'islam. Ils ont saisi les armes et

ont combattu un pouvoir contesté, c'est un fait historique. On ne généralisera pas en disant que l'islam est porteur de violence.

Q Comment comprendre la secte Boko Haram dans le nord du Nigéria ?

On ne dispose d'aucun élément pour dire que Boko Haram est financée par Al Qaida ou par une source extérieure. Jusqu'en 2007, la secte vivait des donations de ses fidèles et des subsides versés par certains gouverneurs corrompus du nord du pays. En 2009, le leader de Boko Haram est exécuté, la répression est sévère. Depuis, la secte a plongé dans la clandestinité et ne peut plus compter sur le soutien des gouverneurs locaux. Elle n'a plus de mosquées et perd ses ressources extérieures. En conséquence elle se met à pratiquer un racket de protection et attaque des banques opportunément déclarées *haram*. En fait, il s'agit d'une sorte d'impôt révolutionnaire. On verse dans la criminalisation d'une insurrection religieuse au nom d'un islam radical.

Cette porosité entre activisme religieux et criminalité a toujours existé, c'est une question de définition : État, bien commun, intérêt général... La porosité entre bien public et bien privé a toujours existé.

Q Assiste-t-on à l'émergence en Afrique de guerres nouvelles ?

Je n'adhère pas aux thèses développées par certains théoriciens sur les prétendues « nouvelles guerres en Afrique ». On nous dit qu'avant les années 90, il y avait en Afrique des guerres idéologiques ou politiques. Et aujourd'hui nous assisterions à des guerres de prédation.

Beaucoup d'experts expliquent les conflits armés à partir des oppositions d'intérêts matériels, des tentatives d'appropriation des matières premières et de leur rente pétrolière. La dimension politique disparaît. Si on réduit tout à la compétition économique, alors l'appât du gain explique tout. Or ce dernier n'explique pas tout, il y a aussi d'autres éléments.

Y compris dans le cas extrême du conflit au Libéria. Il faut lire sur ce sujet Stephen Ellis³. Piller aurait été la seule motivation de ce conflit armé ? Mais derrière cette apparence de folie furieuse, d'appât du gain, de prédation, il y a aussi du politique. Dans le cas du conflit au Sierra Leone, on

3 Stephen Ellis, *The Mask of Anarchy: The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*, London: Hurst, 1999.



connaît évidemment les diamants du sang, mais il y a aussi l'insurrection du RUF, la jeunesse déclassée du monde rural qui s'insurge contre l'élite des villes, ce qui constitue une sorte de révolution culturelle. On connaît les atrocités de cette guerre. Mais pour savoir comment tout cela se structure, il faut aussi prendre en compte des éléments politiques.

Q La situation ne s'est pas dégradée en Afrique, selon vous ?

J.F. Bayart avait jadis souligné la dimension criminelle du pouvoir en Afrique. Mais le mot « criminalisation » laisse entendre qu'à un moment donné, les pratiques du politique étaient moins criminelles. Or il y a toujours eu des phénomènes de prédation en Afrique. Que l'on pense à Kabila père, sa guerre révolutionnaire au Congo et ce qu'en dit Che Guevara dans les années 60 !

Q Ce qui a changé en Afrique, c'est surtout notre regard sur l'Afrique ?

Sortis de la guerre froide, nous percevons la situation de l'Afrique avec des prismes différents et parfois nouveaux. Pendant longtemps, les guerres en Afrique étaient perçues comme un moment de la décolonisation : l'insurrection était une libération nationale, avec la connotation très positive de ce mot en France.

L'autre schéma explicatif renvoyait au paradigme de la guerre froide. Les guerres africaines étaient perçues comme des affrontements « par procuration » entre l'Est et l'Ouest. Autrement dit, on y injectait un sens idéologique, avec une opposition entre capitalistes et marxistes, conservateurs et progressistes. Mais avec la fin de la guerre froide, ce schéma s'est effiloché. Durant la guerre froide, on avait politisé les conflits en refusant de voir le côté prédateur des manifestations de violence. Aujourd'hui, nous surestimons le côté prédateur et sous-estimons le côté politique des conflits armés.

Q La prédation a toujours existé dans les conflits en Afrique ?

Les deux éléments, politique et prédateur, existent depuis toujours. En Angola dès les années 80, l'Unita se

finançait avec le commerce des diamants, et pas seulement avec l'aide de la CIA. Il y a eu une sorte d'aveuglement : le camp de la « liberté » voulait minimiser les exactions de ses alliés, tandis que les progressistes niaient les pratiques criminelles des groupes qui se revendiquaient du marxisme.

Q Notre regard change, influencé par le développement du Droit international humanitaire (DIH) ?

« L'Afrique est de plus en plus criminelle » : ce n'est pas sûr. C'est notre regard qui a changé, nous sommes plus sensible au DIH. Ce droit s'est considérablement développé. Un massacre de civils dans les années 30, cela n'était pas sanctionné par la loi. Aujourd'hui, c'est « formellement » interdit. Massacrer des populations civiles non armées soulève à juste titre une émotion internationale.

La réglementation s'est renforcée, le DIH s'est développé, de plus en plus d'ONG en surveillent le respect. Les capteurs d'informations concernant les violations des droits humains sont de plus en plus nombreux. L'Afrique s'est-elle criminalisée ? Ou bien sommes nous mieux informés sur les exactions des belligérants ?

Q Y a-t-il une diminution de la conflictualité en Afrique ?

On peut sans doute soutenir la thèse d'une diminution de la conflictualité en Afrique. On pourra lire le livre de Steven Pinker⁴. L'État adoucit les mœurs parce qu'il exerce un monopole de l'usage légitime de la violence. L'Afrique n'échappe pas à cette évolution séculaire. L'Afrique n'est pas de plus en plus violente, mais la violence y est de plus en plus visible, elle est mieux comptabilisée, elle prend de nouvelles formes. Par exemple, les violences urbaines : cela n'existait pas jadis car il n'y avait pas de très grandes villes jusqu'à récemment en Afrique.

Q Revenons à l'exemple de la secte Boko Haram...

Reprenons l'exemple de Boko Haram. Voilà une secte qui avait pignon sur rue jusqu'en 2009, à une époque

⁴ S. Pinker, *The better angels of our nature, why violence has declined?* Penguin, 2011

DE L'ÉCHEC DE L'OCCIDENTALISATION À LA VIOLENCE ISLAMISTE

Dans la montée de la violence islamiste en Afrique, il y a lieu de prendre aussi en compte l'échec de l'occidentalisation des sociétés africaines, lequel explique pourquoi les greffes institutionnelles que sont l'État, l'école, la démocratie et même le développement sont devenues problématiques alors qu'elles étaient présentées comme des solutions.

Ce modèle repose sur un système élitaire excluant de fait les élites qui ne sont pas formées en Occident. Encore de nos jours, les revendications des arabisants, c'est-à-dire ceux dont la formation est dispensée à travers la langue arabe, portent sur le droit à la promotion économique et sociale à travers la reconnaissance de leurs diplômes et l'accès à des postes de responsabilités au sein de l'Administration.

Le recours à la violence religieuse n'est-elle pas la conséquence de cette discrimination promotionnelle qui, à force d'exclusion, a fini par trouver dans les stigmates de ce rejet la légitimité de son action séditionnelle comme les intellectuels noirs l'ont fait en d'autres temps en Europe en se servant de la négritude comme arme de combat. Une analyse plus poussée de la composition sociale de ces groupes montre que les choses ne sont pas aussi tranchées. Car on y trouve autant de militants hautement qualifiés, issus des couches privilégiées, formés dans les universités occidentales que de jeunes désœuvrés qui cherchent un nouvel avenir.

L'une des particularités des groupes islamistes au Sahel, c'est qu'ils n'ont pas de légitimité sociale. Ils se heurtent à la résistance de sociétés fortement marquées par l'islam confrérique et par des traditions culturelles qui tranchent avec le radicalisme. Toute la question est de savoir si les réponses proposées par la coalition internationale en appui aux États menacés sont recevables par des populations victimes, prises en tenaille entre les violences d'État et la terreur des groupes armés.

Babacar Sall
Sociologue

où des ministres du Tchad voisin venaient écouter les prêches du leader Mohammed Yusuf. Il s'agissait d'une secte « classique » intolérante. Mais ce n'était pas un groupe terroriste, il n'était pas au départ clandestin et pas non plus ciblé contre les chrétiens.

La répression de la secte en juillet 2009 est marquée par une brutalité et une violence inouïe. Le leader est froidement exécuté par la police, sans procès. Les techniques de communication modernes – sms, téléphone portable, images diffusées par internet... - permettent la circulation des images d'horreur. La révolution Internet a fait son œuvre : les messages et les images de la répression et de l'horreur sont diffusés plus rapidement que l'arrivée des secours. Le spectacle de la violence par les médias contribue à populariser la secte. Les populations de Maiduguri, très remontées contre l'armée et la police, refusent de collaborer avec les forces de sécurité considérées comme un facteur d'insécurité.

La répression disproportionnée a eu des effets pervers : le mouvement a plongé dans la clandestinité ; le chef spirituel assassiné manque cruellement aujourd'hui pour négocier une sortie du conflit ; on a créé un mouvement populaire de rejet des forces de sécurité, de résistance contre des forces d'occupation impies. Les forces de sécurité ont peut-être gagné une bataille sécuritaire mais elles ont perdu la bataille des cœurs et des esprits.

Q Quelles sont les conséquences de la répression de 2009 contre la secte ?

La répression de 2009 contre le mouvement a entraîné trois changements essentiels. Les membres de la secte élargissent le territoire de leurs activités : ils attaquent maintenant aussi la capitale fédérale du Nigéria. Auparavant, ils n'étaient

actifs que dans deux États fédérés du nord du pays, maintenant ils le sont dans dix. Ils recourent à des attentats terroristes. Et s'en prennent maintenant aux chrétiens.

Mais le livre de Mohammed Yusuf, qui contient un seul paragraphe sur les chrétiens, ne disait pas de les massacrer. Les premiers groupes de Boko Haram qui ont affronté la police s'étaient retirés dans l'État du Yobe en se référant à l'hégire, avec donc une référence positive aux chrétiens d'Abyssinie qui accueillirent les premiers compagnons du prophète Mohammed. Cela date de 2003, époque où Boko Haram ne massacrait pas les chrétiens et s'en prenait seulement aux forces de sécurité et aux hommes politiques corrompus.

Ce sont là les trois effets de la répression de 2009 : une dérive terroriste, un élargissement des zones d'activité de la secte, un élargissement des cibles vers les chrétiens.

Q Quel avenir peut-on prévoir ?

Beaucoup de choses vont changer. Le Nigéria qui est déjà le pays le plus peuplé d'Afrique va devenir le premier pays musulman d'Afrique puis de la planète. Il y a déjà 50 % de musulmans dans le pays. A mesure que la population du pays augmente, il y aura plus de musulmans au Nigéria qu'en Égypte. En 2050, le Nigéria sera le troisième pays le plus peuplé du monde. Et à terme, il dépassera l'Indonésie comme premier pays musulman du monde.

Autre point : on sait que la fécondité des femmes musulmanes est plus importante que celle des femmes chrétiennes du sud, 7 enfants dans le nord contre 5 enfants dans le sud. Les différences de taux de fécondité selon l'appartenance confessionnelle expliquent les évolutions démographiques bien plus que les conversions qui restent marginales. En 2050, le Nigé-

ria peut devenir un pays majoritairement musulman.

Q Quel rôle pour l'Union européenne et la France dans ce contexte mouvant ?

La stratégie de l'Union européenne, et de la France aussi, consiste à vouloir confier aux Africains eux-mêmes la responsabilité de leur sécurité. Il s'agit de réduire le nombre d'interventions armées de la part des puissances occidentales, de la France en particulier, opérations qui ont de forts relents néocoloniaux. En transmettant le fardeau aux puissances africaines et aux organisations pan africaines ou régionales (telles que la CEDEAO pour l'Afrique de l'Ouest dans le cas du Mali), la France et l'Union européenne pensent conserver intacte leur image et préparer l'avenir.

Pour cela, ces puissances européennes ont mis en place des programmes de formation des armées africaines. Cette formation de cadres des armées africaines par les anciennes puissances coloniales n'est pas nouvelle. Mais dans le passé, on pouvait parfois croire que le rôle central d'une armée africaine consistait à faire des coups d'État. Aujourd'hui, il s'agit de confier aux armées africaines la charge de la sécurité de leur pays et de leur sous-région.

On doit constater que cette stratégie n'a guère fonctionné. Pour réformer les armées africaines, il faudrait aussi et d'abord réformer les États. Si un État est mafieux, il est probable que son armée sera elle-aussi mafieuse. Les programmes de réforme et de modernisation de ces armées ne sont pas très probants à ce jour.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Juillet 2013

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed - 49, rue de la Glacière – 75013 PARIS – FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 – contact@lebret-irfed.org

L'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Yves Berthelot - **Rédacteur en chef** : Antoine Sondag - **Conseil de rédaction** : Claude Baehrel, Yves Berthelot, Vincent Berthelot, Karine Besses, Pierre Chalvidan, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Jacqueline Heinrich, Lucien Heitz, Serge Lafitte, Karine Meaux, Anouk Coqblin.

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de *Développement et civilisations*. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions : chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebret-Irfed

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 – Imprimerie IGC Communigraphie – St Étienne – 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé

